Bobigny (93) : un policier hors service, en prison depuis 15 mois pour avoir abattu un migrant clandestin algérien sous OQTF qui l’aurait agressé chez sa grand-mère, voit ses demandes de mise en liberté systématiquement rejetées (MàJ)

28/10/2025 à 8h18



28/10/2025

Placé en garde à vue dans la foulée, le policier est presque aussitôt déféré devant les magistrats du tribunal de Bobigny, lesquels décident de son placement en détention provisoire contre l’avis même du parquet dans ses premières réquisitions. Une information judiciaire est ouverte dans le même temps.

Quinze mois plus tard, tandis qu'aucune date de procès n'a encore été fixée et bien qu'Éric dispose de plusieurs garanties pour sa mise en liberté, il voit chacune de ses demandes systématiquement rejetées par les juges de la liberté et de la détention (JLD). La septième a été retoquée début octobre. «I*l fallait que des gens l'accueillent en dehors du département et qu'il dispose d'une promesse d'embauche. Eh bien il y a deux familles qui l'attendent et deux employeurs prêts à le faire travailler !*» , jure Michelle, sa mère. «*Pourquoi ne le laisse-t-on pas sortir avec un bracelet électronique ? Pourquoi le traite-t-on comme s'il était le pire des serial killers ?*» , s'interroge-t-elle. *Mon fils a tiré pour ne pas mourir, pas pour tuer ! À quoi ça sert de s'acharner sur lui de la sorte ?*»

«***Le principal argumen*** **t(du maintien en détention, NDLR) ,** ***c'est le risque de renouvellement.*** *Comme s'il allait se retrouver demain matin dans le jardin de sa grand-mère avec son arme de service, devant un autre squatteur. Ça n'a aucun sens*» , tance de son côté l'avocat du jeune policier, Me Laurent-Franck Lienard. Reste le risque de pression qu'Éric pourrait exercer de manière directe ou indirecte sur la partie civile. Une hypothèse que son conseil récuse avec fermeté. […]

Pour l'avocat de la Défense, qui dénonce «une profonde injustice», son client subirait les états d'âme d'une certaine magistrature «de gauche» . «***En gros, c'est un blond aux yeux bleus qui a tiré sur un Algérien***» **, traduit-il. Une chose est sûre, pour la partie civile le crime raciste ne fait aucun doute.** «***On le pense plus que jamais, maintenant que l'on sait que la famille a le soutien du Rassemblement national***», confirme Yassine Bouzrou, l'avocat des proches d'Amar Slimani. Dès le 13 juillet 2024, soit deux semaines après le drame, un rassemblement pour réclamer «justice pour Amar» avait rassemblé quelque 200 militants, élus et anonymes à Bobigny, dont Assa Traoré ou encore les députés LFI Mathilde Panot et Aly Dioura. Sans surprise donc, personne du côté de la

partie civile ne s'émeut du maintien en détention provisoire du suspect. « *C'est bien la moindre des choses*», tranche Me Bouzrou pour qui la dangerosité du policier est certaine. […]

Dans sa cellule de la maison d'arrêt de Villepinte, Éric, lui, ne comprend toujours pas ce qui lui arrive. «***Il est important de parler de lui, de le faire exister et de dire qu'il s'appelle Éric et qu'il meurt en prison***» , insiste son avocat. […]

Le Figaro

02/07/2024

Le juge des libertés et de la détention a tranché dans la nuit, il a placé le policier auteur présumé de tirs mortels « en détention provisoire », précise le parquet de Bobigny. **Ce fonctionnaire de 27 ans a été mis en examen pour « meurtre sans circonstance aggravante », ajoute le parquet**. En effet, sa qualité de « personne dépositaire de l'autorité publique », n'a pas été retenue car il n'était pas en service quand il a fait feu à sept reprises sur un squatteur qui avait trouvé refuge dans le garage chez sa grand-mère. Initialement le parquet avait requis son placement sous contrôle judiciaire. Mais le juge d'instruction en charge du dossier a saisi le JLD (juge des libertés et de la détention). Cette décision peut être motivée par le soucis d'éviter « un trouble à d'ordre public, indique un magistrat. Il serait choquant qu'une personne qui ait tué dans ces circonstances soit en liberté ».

[…]

Le Parisien

[…]

En lieu et place d'une arme, la victime tenait dans ses mains un outil de bricolage, en l'occurrence un pistolet à mastic

pour faire des joints. **La personne décédée était un homme d'une trentaine d'années, originaire d'Algérie et en situation irrégulièr**e. D'après une autre source, il avait trouvé refuge depuis « plusieurs jours » dans cet abri de jardin. Selon nos informations, il n'avait jamais pénétré dans la maison et n'avait commis aucune violence physique sur la vieille dame. Il était identifié comme étant un vendeur de cigarettes à la sauvette.

Le Parisien

01/07/2024

Un policier hors service a ouvert le feu à Bobigny (Seine-Saint-Denis) pour neutraliser un homme qui s'était introduit dans le garage de sa grand-mère. Le suspect, qui aurait agressé le fonctionnaire avec un objet, est décédé des suites de ses blessures. L'agent a été placé en garde à vue. Il est déféré ce lundi en vue de sa mise en examen.

Un policier hors service a ouvert le feu à plusieurs reprises tôt samedi matin pour neutraliser un homme qui s'est introduit dans le garage de sa grand-mère à Bobigny (Seine-Saint-Denis), et qui aurait squatté les lieux. Le suspect aurait agressé le fonctionnaire *"avec un objet"*, provoquant sa riposte, indique une source proche de l'affaire. Le suspect a succombé à ses blessures. L'agent a été placé en garde à vue et a été déféré ce lundi en vue de sa mise en examen et de l'ouverture d'une information judiciaire du chef de "meurtre par personne dépositaire de l'autorité publique", indique le parquet de Bobigny.

[…]

Les tests de dépistage ont montré que le policier n'avait

consommé ni alcool, ni drogue, au moment du drame. Il a été placé en garde à vue dans les locaux du Service départemental de police judiciaire de la Seine-Saint-Denis (SDPJ 93).

Actu17